

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

MAURICE DEWAVRIN

La statistique des élections parlementaires britanniques de décembre 1918

Journal de la société statistique de Paris, tome 60 (1919), p. 215-230

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1919__60__215_0

© Société de statistique de Paris, 1919, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

II

LA STATISTIQUE

DLS

ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES BRITANNIQUES

DE DÉCEMBRE 1918

Le premier de tous les belligérants à provoquer une consultation électorale nationale depuis le début des hostilités a été le Royaume-Uni (1). Par une curieuse coïncidence, cet appel à l'opinion s'est effectué dans un cadre singulièrement agrandi, le *Representation of the People Act*, mis en vigueur au début de l'année 1918, ayant augmenté le nombre des électeurs, porté à 21.371.612, contre 8.357.648 seulement en 1915. On trouvera dans une remarquable étude, due à la plume experte de M. P. Vaucher, sous le titre : « La réforme électorale anglaise et l'évolution de la Constitution britannique » (2), des précisions sur la consistance de la mesure nouvelle. Il suffira d'indiquer ici les traits essentiels de celle-ci : extension du droit de suffrage à toute une catégorie de citoyens mâles; collation de ce même droit aux femmes âgées de trente ans révolus; modification de l'étendue des circonscriptions et augmentation de leur nombre, élevé de 670 à 707. La règle du scrutin uninominal, tempérée par l'octroi de deux sièges à certains bourgs et à trois universités (Oxford, Cambridge, Dublin) est maintenue. Toutefois, le nombre des circonscriptions urbaines nommant deux députés est abaissé, soit par suite de la division d'un district en deux,

(1) Il y a eu toutefois, comme d'ailleurs en Allemagne, des élections partielles pendant la guerre.

(2) *Revue des Sciences politiques*, 15 octobre 1918

ayant désormais chacun leur représentant distinct, soit en raison de l'attribution à lui faite d'un troisième mandat qui rendait un démembrement absolument nécessaire. D'autre part, plusieurs universités jusqu'alors privées de toute représentation au Parlement en sont pourvues, les unes individuellement, les autres collectivement, et celles d'Écosse, qui formaient deux groupes appelés chacun à nommer un député, en désigneront à l'avenir trois à elles toutes.

La réforme de 1918 ayant tenu compte dans une plus large mesure que les précédentes du chiffre de la population dans la détermination des circonscriptions électorales, la répartition des sièges dans le nouveau Parlement entre les trois catégories de districts (comtés, bourgs, universités) a été profondément modifiée par rapport à celle effectuée en 1884. Le tableau ci-dessous montre à la fois ce changement et celui qui est intervenu dans la représentation des différentes régions constitutives du Royaume-Uni : Angleterre, pays de Galles, Écosse, Irlande.

	Angleterre	Galles	Ecosse	Irlande	Total
ANCIEN PARLEMENT					
Comtés	231	22	39	85	377
Bourgs	225	12	31	16	284
Universités	5	»	2	2	9
Total.	461	34	72	103	670
NOUVEAU PARLEMENT					
Comtés	230	24	38	80	372
Bourgs	255	11	33	21	320
Universités	7	1	3	4	15
Total.	492	36	74	105	707

La répartition nouvelle accorde des sièges supplémentaires à toutes les parties du royaume, mais l'Angleterre reçoit la part du lion dans la distribution de ce surcroît : 31 mandats sur 37; les trois autres en obtiennent chacune deux seulement. Quant à celle des sièges entre les trois catégories de circonscriptions, elle se fait tout à l'avantage des bourgs et des universités, qui gagnent respectivement 36 et 6 représentants, tandis que les comtés en perdent cinq.

Si l'on combine ces différentes données, on aboutit aux constatations suivantes. Parmi les comtés, ceux de l'Angleterre et ceux d'Écosse se voient attribuer un siège de moins; ceux d'Irlande en perdent cinq. Au contraire ceux du pays de Galles en reçoivent un de plus. Dans le groupe des bourgs, les gallois sont privés d'un mandat, tandis que les anglais, écossais et irlandais bénéficient respectivement de trente, deux et cinq représentants de plus. Pour ce qui est des universités, l'Angleterre obtient deux nouveaux sièges, l'Écosse un, l'Irlande deux, et le pays de Galles, qui n'avait pas de délégués de cette catégorie au Parlement, en reçoit un.

* * *

L'augmentation du nombre des membres permettait à tous les partis politiques d'escompter un accroissement de députation à Westminster. Mais là ne se bornaient pas leurs ambitions. Chacun, et notamment le *Labour Party*,

se flattait en outre de conquérir aux dépens des autres un grand nombre de mandats. Le tableau annexe I, qui présente en regard l'une de l'autre la composition de la Chambre des Communes à la veille du renouvellement et celle du Parlement actuel, montre dans quelle mesure ces prétentions respectives étaient fondées.

Le nouveau Parlement britannique comporte, comme on peut en juger, un nombre de débutants dans la carrière bien supérieur à celui du précédent. La proportion des députés sortants réélus y atteint à peine 51,2 %, contre 66 %. Ce phénomène est dû principalement aux défaites retentissantes subies par les partis libéral non coalisé et nationaliste irlandais, au profit des unionistes d'une part, des Sinn Feiners de l'autre. Il a été cependant atténué par l'accord intervenu entre unionistes et libéraux affiliés les uns et les autres à la coalition, en vertu duquel ces deux groupements politiques ne se sont pas fait concurrence

TABLEAU ANNEXE I

**Composition de la Chambre des Communes dans l'ancien
et dans le nouveau Parlement.**

	ANCIEN PARLEMENT		TOTAL		NOUVEAU PARLEMENT		TOTAL
	Membres sortants réélus	Membres nouveaux			Membres sortants réélus	Membres nouveaux	
Unionistes	181	116	297	Unionistes de coalition . . .	191	143	334
Libéraux	175	72	247	Libéraux de coalition	96	37	133
Travailleurs	29	10	39	Travailleurs de coalition . . .	2	8	10
Nationalistes	59	18	77	Indépendant de coalition . . .	»	1	1
Sinn Feiners	»	6	6	Unionistes libres	14	34	48
Indépendants divers . . .	»	3	3	Libéraux libres	18	10	28
				Travailleurs libres	25	38	63
				Nationalistes	6	1	7
				Sinn Feiners	6	67	73
				Indépendants divers	4	6	10(1)
	444	225	669		362	345	707

(1) Indépendants proprement dits, 4 ; parti national, 2 ; socialistes, coopératistes, membres de la Fédération des Militaires et Marins libérés, radicaux indépendants, chacun 1.

La proportion des réélus à l'ensemble des membres d'un même parti atteint, pour l'ancien et le nouveau Parlement, respectivement :

	Ancien Parlement	Nouveau Parlement	
Unionistes de coalition	60,9 %	57,2 %	53,6 %
— libres		29,1	
Libéraux de coalition	70,8	72,1	70,8
— libres		64,3	
Travailleurs de coalition	74,4	20,0	37,0
— libres		39,7	
Nationalistes	73,75	85,7	
Sinn Feiners	»	8,2	

On remarquera la faible proportion à l'ensemble des Sinn Feiners sortants réélus. Cette circonstance tient tout simplement, comme on le verra plus loin, aux succès enregistrés par ce parti : tous les membres du Parlement ancien qui y appartenaient ont obtenu le renouvellement de leur mandat, mais à leur suite sont entrés une foule de candidats nouveaux, victorieux des nationalistes sortants. De même les travaillistes coalisés ou libres ont enregistré de nombreux succès, tempérés il est vrai par quelques défaites.

Les unionistes de coalition comptent sensiblement plus (57,2 % contre 42,8 %) de réélections que d'élections d'hommes nouveaux. Il en est différemment des unionistes libres. En effet, sauf une seule exception, tous les anciens membres qui se sont représentés en Grande-Bretagne sous les auspices du parti unioniste se sont rangés sous la bannière de la coalition. Aussi la rubrique *unionistes libres* ne compte-t-elle comme membres sortants réélus que des unionistes d'Irlande.

La proportion des libéraux de coalition réélus à l'ensemble des membres appartenant au parti est assez élevée : près des trois quarts. Cette circonstance est due au peu de succès de l'étiquette en question quand elle était arborée par un homme nouveau. Le pourcentage correspondant pour les libéraux non affiliés à la coalition est un peu moins considérable : cela tient plutôt aux nombreux échecs subis par les vétérans du parti qu'à l'importance des succès d'hommes nouveaux, qui ne dépassent pas dix.

Enfin un seul nationaliste n'appartenant pas à l'ancien Parlement étant parvenu à entrer dans celui d'aujourd'hui, la proportion des réélus à l'ensemble de la représentation du parti est nécessairement très élevée.

Aux Communes aujourd'hui dissoutes, en raison des gains unionistes les candidats de cette dernière opinion élus pour la première fois représentaient environ 40 % de l'effectif du parti contre 60 % de réélus. Au contraire, les trois autres grandes fractions politiques comptaient une proportion notablement plus élevée de réélus : de 70,8 % à 74,4 %.

Le nombre des députés sortants non réélus aux dernières élections a été de 132, à savoir 8 unionistes de coalition, 6 libéraux de coalition, 69 libéraux non coalisés, 1 unioniste non coalisé, 15 travaillistes, 28 nationalistes, 5 indépendants.

Les chiffres afférents à la coalition sont exceptionnellement faibles, et l'unique défaite unioniste libre n'est pas moins significative. En revanche, il y a eu hécatombe de libéraux non coalisés et de nationalistes.

La précédente consultation électorale avait été moins meurtrière, aboutissant seulement à l'élimination de 39 députés sortants, dont 15 unionistes, 21 libéraux, 2 travaillistes et 1 nationaliste.

La non-réélection de 132 députés sortants est loin d'être un phénomène exceptionnel dans l'histoire parlementaire britannique. En effet, au cours des quarante dernières années, un bouleversement d'étendue plus considérable encore s'est produit à trois reprises, en 1880, août 1886 et 1906.

En compensation partielle des pertes subies, le Parlement récemment élu a rouvert ses portes à 8 députés battus en 1910 : 5 unionistes de coalition, 1 travailliste de coalition, 1 libéral et 1 indépendant.

Le tableau annexe II présente le détail par parti politique de la représentation des principaux bourgs ou comtés dans l'ancien et dans le nouveau Parlement. L'agglomération londonienne avait désigné précédemment une majorité absolue

TABLEAU ANNEXE II

Représentation parlementaire des principaux centres et des principaux comtés.

	ANCIEN PARLEMENT					TOTAL	NOUVEAU PARLEMENT								TOTAL	
	Unionistes	Libéraux	Travailleurs	Nationalistes	Independants		COALITION			Unionistes libres	Libéraux libres	Travailleurs libres	Nationalistes	Sinn Féiners		Independants
							Unionistes	Libéraux	Travailleurs							
<i>Londres</i>	34	24	3	»	»	61	42	11	»	2	3	2	»	»	1	61
<i>Bourgs anglais</i>																
Birmingham	7	»	»	»	»	7	11	»	1	»	»	»	»	»	»	12
Bristol	1	3	»	»	»	4	2	»	3	»	»	»	»	»	»	5
Leeds	»	4	1	»	»	5	1	4	»	1	»	»	»	»	»	6
Liverpool	8	»	»	1	»	9	9	»	1	»	»	1	»	»	»	11
Manchester	2	2	2	»	»	6	3	»	5	»	2	»	»	»	»	10
Sheffield	3	1	1	»	»	5	3	4	»	»	»	»	»	»	»	7
<i>Comtés anglais</i>																
Cheshiro	6	2	»	»	»	8	7	1	»	1	»	»	»	»	»	9
Cornwall	1	5	»	»	»	6	2	2	»	1	»	»	»	»	»	5
Derby	3	3	1	»	»	7	1	5	»	2	»	»	»	»	»	8
Devon	6	2	»	»	»	8	5	»	»	2	»	»	»	»	»	7
Durham	»	6	2	»	»	8	3	2	»	2	4	»	»	»	»	11
Essex	5	3	»	»	»	8	6	2	»	»	»	»	»	»	»	8
Gloucester	3	2	»	»	»	5	1	2	»	»	1	»	»	»	»	4
Hampshire	6	»	»	»	»	6	6	»	»	»	»	»	»	»	»	6
Hertford	3	»	»	»	1	4	4	»	»	»	»	»	»	»	1	5
Kent	7	1	»	»	»	8	10	1	»	»	»	»	»	»	»	11
Lancashire	10	9	4	»	»	23	9	3	1	»	5	»	»	»	»	18
Lincoln	4	3	»	»	»	7	6	»	»	»	1	»	»	»	»	7
Middlesex	6	1	»	»	»	7	10	»	»	»	»	»	»	»	»	10
Norfolk	1	5	»	»	»	6	3	1	»	1	»	»	»	»	»	5
Nottingham	3	1	»	»	»	4	3	»	»	»	2	»	»	»	»	5
Somerset	5	2	»	»	»	7	6	»	»	»	»	»	»	»	»	6
Stafford	4	2	1	»	»	7	3	1	»	»	3	»	»	»	»	7
Suffolk	3	2	»	»	»	5	2	2	»	1	»	»	»	»	»	5
Surrey	6	»	»	»	»	6	7	»	»	»	»	»	»	»	»	7
Sussex	6	»	»	»	»	6	6	»	»	»	»	»	»	»	»	6
Wiltshire	3	2	»	»	»	5	5	»	»	»	»	»	»	»	»	5
Worcestershire	4	1	»	»	»	5	3	»	»	1	»	»	»	»	»	4
Yorkshire	8	15	3	»	»	26	12	6	1	»	1	5	»	»	1	26
<i>Comtés gallois</i>																
Glamorgan	»	2	3	»	»	5	1	3	»	»	3	»	»	»	»	7
Monmouth	1	1	1	»	»	3	»	»	1	»	4	»	»	»	»	5
<i>Bourgs écossais</i>																
Edimbourg	1	3	»	»	»	4	3	»	»	1	1	»	»	»	»	5
Glasgow	2	4	1	»	»	7	10	3	»	2	»	»	»	»	»	15
<i>Comtés écossais</i>																
Lanark	1	5	»	»	»	6	5	1	»	»	1	»	»	»	»	7
<i>Bourgs irlandais</i>																
Belfast	3	»	»	1	»	4	»	»	8 (1)	»	»	1	»	»	»	9
Dublin	»	»	»	4	»	4	»	»	»	»	»	»	7	»	»	7
<i>Comtés irlandais</i>																
Cork	»	»	»	7	»	7	»	»	»	»	»	»	7	»	»	7
Down	3	»	»	1	»	4	»	»	4	»	»	1	»	»	»	5

(1) Dont 2 « Labour Unionists ».

d'unionistes complétée par une forte minorité de libéraux et quelques travailleurs. Cette fois, elle renforce sa représentation unioniste, au détriment des libéraux. Birmingham, Liverpool étaient et demeurent des citadelles conser-

vatrices. Manchester, jadis partagé entre les trois grands partis, élimine complètement les libéraux, et ne réserve que deux sièges aux travaillistes, les huit autres — la part du lion — allant aux unionistes. Leeds demeure un fief libéral. A Sheffield, les conservateurs restent sur leurs positions, mais les nouveaux sièges, ainsi qu'un autre pris aux travaillistes, échoient au parti libéral, qui ainsi conquiert la majorité des mandats. Par contre, les travaillistes éliminent entièrement les libéraux à Bristol.

Dans les comtés anglais, les conservateurs améliorent leur situation au détriment des libéraux en Durhamshire, Lancashire (malgré la suppression de cinq sièges), Lincolnshire, Norfolkshire, et Yorkshire. Le parti libéral prend une revanche, limitée d'ailleurs, en Derbyshire. Les travaillistes gagnent des sièges dans les comtés de Durham, Lancaster, Stafford, York, et Nottingham.

Au pays de Galles, le parti ouvrier emporte d'assaut trois sièges, deux nouveaux et un conquis sur les unionistes.

La représentation des cités d'Édimbourg et de Glasgow, d'ailleurs considérablement accrue, est entièrement bouleversée. Dans la première ville, les unionistes enlèvent deux sièges aux libéraux. Dans la seconde leur effectif en députés passe de 2 à 10, c'est-à-dire qu'en fait ils se sont adjugés les huit nouveaux mandats législatifs attribués à cette localité.

Les succès unionistes se sont d'ailleurs étendus au comté de Lanark, qui entoure la ville de Glasgow.

En Irlande, les unionistes conquièrent les cinq nouveaux sièges accordés à la cité de Belfast, et celui échu au comté de Down. Dans la cité de Dublin et le comté de Cork, les Sinn Feiners accaparent tous les mandats législatifs : ils chassent, sans lutte ou à de grosses majorités, les occupants nationalistes de leurs anciennes positions, et prennent les trois sièges créés à Dublin.

*
* *

La répartition des sièges entre les différents partis politiques, comme celle entre anciens et nouveaux compétiteurs ne donne pas une idée suffisante de l'intensité prise par la vie électorale. Aussi convient-il d'ajouter à ces données la statistique des candidatures elles-mêmes. Le nombre de celles-ci sera un fidèle témoin de l'activité des différentes fractions politiques, et leur rapport à celui des succès obtenus montrera clairement le résultat des efforts faits par chacune d'elles.

Tel est l'objet des tableaux annexes III et IV.

TABLEAU ANNEXE III

Nombre de candidats de chaque parti aux élections de 1910.

Groupes	Unionistes	Libéraux	Travailleurs	Nationalistes	Nationalistes indépendants (plus tard Sinn Feiners)	Divers	Total
Londres.	59	49	3	»	»	11	122
Bourgs anglais. . .	154	116	23	1	»	12	306
Comtés anglais. . .	213	158	20	»	»	12	403
Bourgs gallois. . .	8	9	2	»	»	»	19
Comtés gallois. . .	10	16	6	»	»	»	32
Bourgs écossais. . .	23	28	4	»	»	5	60
Comtés écossais. . .	30	36	5	»	»	1	72
Bourgs irlandais. . .	5	1	1	12	5	1	25
Comtés irlandais. . .	18	4	»	71	23	3	119
Universités.	9	2	»	»	»	2	13
Total général. . .	529	419	64	84	28	47	1.171

Sur ce total, 209 sièges ayant été attribués sans lutte à l'unique candidat qui briguaient chacun d'eux, 962 compétiteurs ont pris part aux opérations électorales proprement dites auxquelles ont donné lieu les 460 autres sièges. Soit une moyenne de 2,091 concurrents pour chaque mandat électoral disputé.

La proportion à l'ensemble des candidatures de celles émanant de chacun des principaux partis politiques est la suivante :

Unionistes.	45,17 %
Libéraux.	35,80
Travailleurs.	5,47
Nationalistes.	7,17
Nationalistes indépendants et Sinn Feiners.	2,39
Total.	96,00 %

Le surplus, soit 4 %, revient aux indépendants, qui présentent les uns avec les autres trop peu d'affinités pour que leur groupement ait une signification quelconque. Ils se décomposent en 28 indépendants proprement dits, 11 socialistes, 4 indépendants unionistes et 4 divers.

La proportion des élus aux candidats est de 95,24 % chez les nationalistes, qui s'étaient abstenus d'agir dans les districts où le triomphe n'apparaissait pas à peu près certain. Elle s'abaisse respectivement à 60,93 % chez les travailleurs, 58,95 % chez les libéraux et 56,15 % chez les unionistes, qui avaient affronté la lutte plus délibérément. Enfin elle tombe à 21,43 % chez les nationalistes indépendants, qui avaient multiplié les candidatures d'essai; cette tactique, peu féconde en résultats immédiats, leur a valu de magnifiques succès aux élections partielles et en décembre 1918.

TABLEAU ANNEXE IV

Nombre de candidats de chaque parti aux élections de 1918.

GROUPES	COALITION				UNIONISTES non coalisés	LIBÉRAUX non coalisés	TRAVAILLISTES non coalisés	SINN FEINERS	NATIONALISTES	INDÉPENDANTS divers	TOTAL
	UNIONISTES	LIBÉRAUX	TRAVAILLISTES	INDÉPENDANT							
Londres	44	15	»	»	6	31	35	»	»	36	167
Bourgs anglais	116	41	8	»	18	90	134	»	1	68	476
Comtés anglais	159	49	7	1	8	100	141	»	»	42	507
Bourgs gallois.	»	5	1	»	4	3	10	»	»	3	26
Comtés gallois.	2	15	»	»	2	6	17	»	»	3	45
Bourgs écossais	17	9	3	»	»	18	26	»	»	7	80
Comtés écossais	16	19	1	»	3	18	19	»	»	9	85
Bourgs irlandais	»	»	»	»	12	»	5	21	14	2	54
Comtés irlandais	»	»	»	»	24	»	»	79	45	2	150
Universités	8	3	»	»	4	1	5	2	2	7	52
TOTAL GÉNÉRAL	362	156	20	1	81	267	392	102	62	179	1.622
		539									

Sur ces 1.622 candidats, 107 n'avaient point d'opposant. Il en restait donc 1.515 pour se disputer la possession des 600 autres sièges, soit une moyenne de 2,525 compétiteurs par mandat électoral.

Le pourcentage revenant à chaque parti dans l'ensemble des candidatures est le suivant :

Unionistes coalisés	22,31 %	} 33,17 %
Libéraux coalisés	9,62	
Travailleurs coalisés	1,24	
Unionistes non coalisés	4,99	
Libéraux non coalisés	16,46	
Travailleurs non coalisés.	24,17	
Sinn Feiners	6,31	
Nationalistes	3,82	

Reste 11,08% pour la catégorie des indépendants divers. Cette dernière comprend comme principaux éléments 81 indépendants sans épithète, 24 membres du parti national, 23 de la fédération des démobilisés, 11 coopératistes, 10 socialistes, 8 candidats du parti national démocratique, 5 candidats agricoles et 5 unionistes indépendants.

La proportion des succès aux candidatures varie beaucoup d'un parti à l'autre. Le tableau ci-dessous la donne pour les principales nuances politiques :

Unionistes de coalition	92,28 %
Libéraux de coalition.	85,26
Travailleurs de coalition	50,00
Unionistes libres.	59,26
Travailleurs libres	16,07
Sinn Feiners.	71,57
Nationalistes.	11,29
Libéraux libres.	10,48

Quant au groupe amorphe des indépendants et divers, le pourcentage des élus aux compétiteurs y est seulement de 5,56 %.

Ces différences s'expliquent facilement. Les coalisés, ne présentant jamais qu'un seul candidat pour un même siège, ne se sont point fait concurrence entre eux. D'autre part, les unionistes libres de Grande-Bretagne ont rarement opposé un compétiteur de leur opinion à un unioniste coalisé, et les unionistes irlandais n'ont affronté la lutte que dans les circonscriptions où ils avaient des chances sérieuses de succès. Au contraire, les travaillistes libres ont multiplié les candidatures. Les Sinn Feiners ayant conquis sur les nationalistes un grand nombre de sièges, ce dernier parti a vu tomber son pourcentage de succès à un taux dérisoire. La proportion des Sinn Feiners élus eût été d'ailleurs plus élevée si une tactique d'ailleurs contestable n'avait poussé les adeptes de ce groupement politique à poser dans tous les fiefs orangistes de l'Ulster des candidatures téméraires. Ainsi dans les quatre circonscriptions du comté d'Antrim, le parti Sinn Feiner a obtenu 8.643 suffrages contre 46.808 aux unionistes sans conquérir un seul mandat. Il en a été de même dans les huit circonscriptions orangistes de la ville de Belfast où pour 6.000 voix sinn feiner on a compté plus de 70.000 voix unionistes et 21.500 suffrages donnés à divers. Quant aux indépendants, privés de l'appui d'une solide organisation politique, ils étaient, à moins de sympathies personnelles très vives, voués à l'insuccès. Les libéraux libres, de leur côté, avaient excité la défaveur par leur attitude, et le corps électoral le leur a fait bien voir.

Si l'on compare maintenant l'effectif des candidatures en 1918 avec celui afférent à l'ancien Parlement, on constate une augmentation bien supérieure, au double point de vue absolu et relatif, à celle du nombre des sièges. En effet, si ces derniers ont été portés de 670 à 707, soit un accroissement de 37 ou 5,52 %, les rangs des compétiteurs se sont allongés de 451 unités nouvelles soit 38,51 %. Cette multiplication des concurrents s'explique par divers phénomènes, dont l'effet a toutefois été tempéré par l'influence de circonstances à effet contraire.

D'une part, en effet, le parti travailliste, le parti sinn feiner et diverses organisations, celles-là, à vrai dire, sans grande influence (parti national, parti national démocratique, fédération des démobilisés, etc.), ont jugé opportun de faire un gros effort politique en présentant des candidatures nombreuses aux nouvelles élections. Le premier en a soutenu 348 de plus que pour l'ancien Parlement. Le second, connu en 1910 sous le nom de *nationaliste indépendant*, 74 de plus. Les trois suivants n'existaient pratiquement pas antérieurement à 1915.

Par contre, comme on l'a vu plus haut, l'existence de la coalition a eu pour effet de restreindre les compétitions des partis liés par ce compromis. En raison du faible nombre des candidatures de travaillistes coalisés ce fait a été sans influence sur l'activité politique du *Labour Party*. En revanche, les candidatures unionistes, y compris celles des non-coalisés, sont tombées de 529 à 443, soit une diminution de 86 ou 16 %, tandis que celles des libéraux se sont maintenues à 423 contre 419. Enfin les candidatures nationalistes ont peu augmenté, de 21 % seulement, et cela en raison de l'abandon dans nombre de circonscriptions de la lutte contre les Sinn Feiners, auxquels les députés sortants ont cédé sans coup férir leurs sièges.

Si l'on considère, pour les trois grands partis du Royaume-Uni, la proportion des membres de la coalition à l'effectif total, on constate qu'elle est très élevée chez les unionistes : 81,71 %. Ce dernier taux ne tient d'ailleurs point compte de la situation à part faite aux unionistes irlandais, qui sont compris dans la masse des membres du parti, bien qu'aucun d'eux n'appartienne à la coalition. Il convient donc de défalquer du total cet élément hétérogène. Abstraction faite de lui, la proportion des candidats unionistes qui ont accepté la direction politique de M. Lloyd George à l'ensemble des compétiteurs du parti en Grande-Bretagne s'élève jusqu'à 86,94 %.

D'autre part, on compte seulement 36,88 % de candidats libéraux et 4,87 % de candidats travaillistes affiliés à la coalition.

* * *

Des 670 sièges de l'ancien Parlement, des 707 du nouveau, un certain nombre ont été, conformément à la loi, attribués d'office au compétiteur unique inscrit sur les registres officiels. A cet égard, la multiplication des candidatures aux élections dernières par rapport aux précédentes a eu pour effet de réduire dans une proportion considérable le chiffre de ces désignations sans lutte : on en compte seulement 107 en 1918, contre 209, soit respectivement 15,13 % et 31,19 % du nombre des sièges.

La répartition des sièges pourvus sans combat s'est faite ainsi entre les partis :

	Ancien Parlement	Nouveau Parlement
Unionistes.	104	41 (coalisés).
Libéraux	47	28 (coalisés).
Travaillistes.	8	12
Nationalistes.	50	1
Sinn Feiners.	0	25

Les *unionistes* s'étaient adjugé la moitié des *uncontested seats* du Parlement aujourd'hui dissous, et cette part représentait 35 % du nombre total de mandats par eux obtenus. Les proportions revenant aux trois autres partis sont respectivement de 19,03 %, 17,02 % et 62,50 %. Cette dernière, afférente aux nationalistes, s'expliquait par la situation, inexpugnable pour les unionistes, acquise aux candidatures autonomistes dans la plupart des circonscriptions des trois provinces irlandaises du Sud.

Lors des élections nouvelles, les unionistes ne prennent plus que les deux cinquièmes environ des sièges non disputés, et ce contingent ne correspond plus qu'à 12,26 % du total des mandats conquis ou conservés par eux. Les 28 sièges des libéraux, les 12 des travaillistes, les 25 des Sinn Feiners font respectivement 21,05 %, 19,05 % et 34,24 % de leurs effectifs. Un seul candidat nationaliste obtient sans lutte le renouvellement de son mandat. Enfin aucun unioniste ou libéral non affilié à la coalition n'est élu ou réélu sans concurrent.

* * *

Une autre indice de l'intensité de la bataille électorale est la participation des électeurs au scrutin : c'est la réponse à cet ensemble de demandes que constitue le bloc des candidatures. Ces deux données ne sont pas nécessairement en rapport l'une avec l'autre. En particulier, comme l'a prouvé il y a quelques années l'exemple de l'Italie, quand survient une réforme électorale dotant du droit de suffrage un grand nombre d'électeurs nouveaux, on voit coïncider la multiplication des compétiteurs avec l'abaissement de la proportion des votants aux inscrits.

Le tableau annexe V fait ressortir une participation beaucoup plus faible aux élections de 1918 qu'à celles de l'ancien Parlement. Dans celui-ci, la grande majorité des circonscriptions, même dans le cas des bourgs gallois leur totalité, comptait une proportion de votants supérieure à 70 %. Sur 440 districts électoraux où il y a eu lutte, on en trouve dans ce dernier cas 376, soit 85,5 %. Le pourcentage est encore de 60 à 70 % dans 35 circonscriptions ou 8,1 %, et de 50 à 60 % dans 16, ou 3,6 %. Il ne s'abaisse à moins de la moitié que dans 13 circonscriptions : à peine 2,8 %.

TABLEAU ANNEXE V

Proportion des votants aux inscrits par catégorie de circonscriptions
(ancien et nouveau Parlement).

	ANCIEN PARLEMENT				TOTAL des circonscriptions où il y a eu lutte	NOUVEAU PARLEMENT				TOTAL des circonscriptions où il y a eu lutte
	Moins de 50 %	De 50 à 60 %	De 60 à 70 %	Plus de 70 %		Moins de 50 %	De 50 à 60 %	De 60 à 70 %	Plus de 70 %	
Londres	2	3	7	43	55	38	13	1	»	52
Bourgs anglais	3	2	5	103	113	34	80	51	3	168
Comtés anglais	2	4	5	152	163	32	85	74	3	192
Bourgs gallois	»	»	»	7	7	»	1	7	1	9
Comtés gallois	»	»	3	8	11	»	2	10	3	15
Bourgs écossais	2	1	2	19	24	5	16	9	»	30
Comtés écossais	»	1	2	26	29	8	10	14	»	32
Bourgs irlandais	2	1	1	3	7	»	2	9	3	19
Comtés irlandais	2	4	10	15	31	2	4	22	28	56
Universités (1)	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	13	16	35	376	440	119	211	197	46	573

(1) Nous n'avons point donné la proportion des votants dans les circonscriptions universitaires, des règles particulières, qui ont pour résultat de modifier considérablement la participation aux scrutins, ayant été adoptées aux élections de 1918 dans celles qui élisent plus d'un député.

La situation se retourne complètement aux élections de décembre 1918. Le taux des votants n'atteint ou n'excède 70 % que dans 47 districts sur 573 : à peine 8,2 %, soit dix fois moins que pour l'ancien Parlement. Il se tient entre 60 et 70 % d'une part, entre 50 et 60 % de l'autre, dans 196 et 211 districts respectivement : 34,20 % et 36,80 %. Enfin il tombe à moins de 50 % dans 119 districts, soit 20,7 %.

Les électeurs britanniques, dans leur ensemble, ont donc mis en décembre 1918 beaucoup moins d'empressement à se rendre aux urnes qu'ils n'en avaient

manifesté en 1910 et aux élections complémentaires survenues depuis lors. Mais cette quasi-indifférence n'a pas été constatée partout. Elle a atteint son maximum à Londres et dans les circonscriptions écossaises tant rurales qu'urbaines. Des 114 districts où il y a eu lutte qui correspondent à ces deux régions, *pas un seul* n'offre un pourcentage de votants supérieur à 70 %, alors que dans l'ancien Parlement, pour 108 districts seulement, on en comptait 88 dans ce cas. Par contre le pourcentage tombe à moins de 50 % dans 46 districts, contre 4 dans l'ancien Parlement. Les électeurs londoniens et écossais ont donc beaucoup moins usé aux dernières élections que dans les occasions précédentes de leurs droits de citoyens.

Il n'en a pas été de même en Irlande. Dans ce pays, la lutte électorale a été beaucoup plus vive en décembre 1918 que lors des dernières consultations politiques, puisqu'il y a eu double ou triple candidature dans 75 circonscriptions au lieu de 38. Aussi n'a-t-on compté moins de 50 % de votants que dans deux districts (au lieu de 4). Ce pourcentage s'est élevé au-dessus de 70 % dans 36 districts, soit la moitié, ce qui est la même proportion que pour l'ancien Parlement (18 sur 38). Bref, sur 46 circonscriptions du Royaume-Uni où les votants excèdent les sept dixièmes des électeurs, on en trouve les quatre cinquièmes en Irlande.

* * *

Sur les 14 circonscriptions de l'ancien Parlement où le pourcentage des votants était inférieur à la moitié, on en comptait trois seulement où il s'abaissait au-dessous de 40 %, à savoir :

Londres.....	Newington-Ouest	35 %
Comtés écossais...	Aberdeen-Sud.	38
Bourgs écossais ...	Glasgow-Centre	38

Par contre, pour 377 circonscriptions où le vote avait excédé 70 %, la proportion était comprise entre 70 et 80 % dans 98 districts, entre 80 et 90 % dans 220 districts, entre 90 et 95 % dans 54 districts. Elle était supérieure ou égale à ce dernier taux dans cinq districts, qui sont les suivants :

Bourgs anglais....	Cheltenham	96,5 %
Comtés anglais...	Durham (Nord-Ouest).	97,0
—	... Buckingham (Sud).	95,5
—	... Darwen	95,0
Bourgs irlandais...	Belfast (Ouest)	96,5

Dans le nouveau Parlement, les circonscriptions où l'intensité du vote n'a pas atteint 50 % sont très nombreuses. Parmi elles, 100 ont une proportion comprise entre 40 et 50 %, 17 une proportion de 30 à 40 %, enfin 2 une proportion inférieure à 30 %. Ces dernières sont :

Comtés irlandais...	Armagh (Sud).	25,5
Londres.....	Stepney (Limehouse).	27,5 %

D'autre part, le pourcentage n'a excédé 80 % que dans huit des 46 circons-

criptions où il a été supérieur à 70 %. Ces huit districts, tous situés en Irlande, sont les suivants :

Bourgs. Londonderry.	86,5 %
Comtés. Donegal (Est)	80,5
— Fermanagh (Sud)	80,5
— Armagh (Centre)	81,5
— Tyrone (Nord-Ouest)	81,5
— Tyrone (Sud)	82,5
— Monaghan (Nord)	87,5
— Fermanagh (Nord)	89,5

Ils appartiennent tous à la province d'Ulster, et constituent les points de rencontre des deux groupes ethniques et religieux de tendances opposées entre lesquels se divise la population de l'île, protestants unitaires d'une part, catholiques autonomistes de l'autre.

* * *

Au point de vue géographique, l'importance de la participation des électeurs au scrutin se présente différemment dans l'ancien et le nouveau Parlement.

Pour le premier, l'on constate à Londres un pourcentage de votants un peu inférieur à la moyenne générale. Parmi les bourgs anglais, Manchester, Sheffield, Leeds, Bristol se signalent par une proportion supérieure à cette même moyenne. Les électeurs se sont montrés moins empressés à Liverpool. On ne peut rien dire de Birmingham, cinq des sept sièges attribués à cette cité ayant été pourvus sans lutte. Le taux des votes excède 70 % dans toutes les circonscriptions des comtés suivants : Cornwall, Derby, Devon, Durham, Essex, Lincoln, Norfolk, Somerset, Suffolk, Stafford, Sussex, Wiltshire, et, à une seule exception près, Lancashire et Yorkshire. Les autres régions du Royaume-Uni n'appellent aucune observation.

Aux élections de décembre dernier, tout est changé. Dans les trois quarts des circonscriptions londoniennes où il y a lutte, les votants n'atteignent pas 50 % des inscrits, et une seule présente un taux supérieur à 60 %. L'assiduité électorale est un peu plus marquée à Manchester, Bristol et Liverpool; elle laisse à désirer à Birmingham et Sheffield. Quant aux comtés anglais, on ne rencontre dans les principaux d'entre eux que deux circonscriptions, appartenant l'une et l'autre au Yorkshire, où le vote excède 70 %. Le Yorkshire est d'ailleurs celle des grandes régions territoriales de l'Angleterre où les urnes ont été les plus fréquentées. Viennent ensuite par ordre alphabétique le Cheshire, Devon, Durham, Somerset. En Lancashire, les abstentions ont été plus nombreuses. Enfin la participation aux scrutins a été inférieure à la moyenne générale dans le Kent et la grande banlieue de Londres : Essex, Sussex, Surrey.

Le pays de Galles et l'Écosse ne donnent lieu à aucune remarque intéressante. Quant à l'Irlande, on a pu constater plus haut l'acuité de la lutte et l'affluence des électeurs dans la vieille cité de Belfast. A Dublin, l'abstention presque complète de l'élément unioniste a eu pour conséquence une beaucoup moindre fréquentation des urnes. Parmi les comtés, on a vu une forte propor-

tion de votants dans celui de Down, tandis qu'aucune élection n'a été disputée dans celui de Cork.

* * *

La répartition des sièges entre les différentes fractions politiques, telle qu'elle s'est faite dans l'ancien Parlement, montre chez le corps électoral une certaine indécision. Celle qui s'est effectuée dans le nouveau témoigne au contraire d'une double volonté très nette : la coalition triomphe, et, d'autre part, le peuple du Royaume-Uni a donné la majorité absolue aux unionistes, pour le cas où la combinaison politique en question viendrait à se désagréger. Mais cette double suprématie est-elle le fait d'une faible majorité dans la plupart des circonscriptions, ou, au contraire, a-t-elle été prononcée par une supériorité imposante du nombre de votants ? Il convient d'éclaircir ce point, si l'on veut bien dégager la physionomie des élections de décembre 1918. Le tableau annexe VI présente à cet égard toutes les précisions utiles :

TABLEAU ANNEXE VI

Majorités obtenues par les candidats à l'ancien et au nouveau Parlement.

	ANCIEN PARLEMENT					TOTAL	NOUVEAU PARLEMENT					TOTAL
	Supérieure à 1 000 voix	De 501 à 1.000 voix	De 101 à 500 voix	De 1 à 100 voix	Majorité relative		Supérieure à 1 000 voix	De 501 à 1.000 voix	De 101 à 500 voix	De 1 à 100 voix	Majorité relative	
Londres	25	13	12	2	3	55	39	1	1	»	12	53
Bourgs anglais	46	29	37	9	9	130	128	10	6	1	31	176
Comtés anglais	61	41	44	7	8	161	140	11	10	»	32	193
Bourgs gallois	4	1	1	2	»	8	5	»	»	»	4	9
Comtés gallois	8	1	»	1	1	11	12	»	1	»	2	15
Bourgs écossais	11	6	4	1	3	25	21	»	3	1	6	31
Comtés écossais	9	7	9	»	4	29	20	4	1	1	6	32
Bourgs irlandais	2	4	2	»	»	8	18	»	2	»	»	20
Comtés irlandais	15	8	3	3	2	31	47	3	1	1	4	56
Universités	»	2	»	»	1	3	7	4	3	»	1	15
	181	112	112	25	31	461	437	35	28	4	98	600

Mais avant d'en opérer le dépouillement, une constatation préliminaire importante s'impose. A la différence de la nôtre, la loi électorale britannique réputé élu le candidat qui a réuni sur son nom le plus grand nombre de suffrages, même s'il n'a pas obtenu la majorité absolue. Cette règle n'exerçait pas, du moins jusqu'à ces derniers temps, une influence perturbatrice très marquée sur la représentation des partis. Les luttes entre trois candidats (*three-cornered contests*), à plus forte raison celles qui mettaient aux prises un plus grand nombre de compétiteurs, étaient en effet assez peu nombreuses, comme on l'a vu plus haut. Aussi 31 députés seulement, sur 670 que comptait l'ancien Parlement, soit environ 4,63 %, avaient-ils été déclarés élus qui, sous notre régime politique, auraient dû affronter un second tour de scrutin.

La multiplication des candidatures en décembre 1918 a eu pour effet de tripler le chiffre des élections à la majorité relative, qui s'est élevé à 98 soit 13,72 %.

Cette modification a eu des conséquences particulièrement avantageuses pour le parti unioniste tout entier (coalisés et non coalisés). Alors que ce groupement politique n'avait gagné grâce aux divisions de ses adversaires que 10 sièges dans l'ancien Parlement, il lui en est échu de ce chef 49 en décembre 1918. Les travaillistes, coalisés ou non, dont aucun adepte n'avait été élu à la majorité relative dans l'ancien Parlement, ont obtenu dans le nouveau 20 mandats grâce à la dispersion des suffrages. Enfin les libéraux ont profité de cette dernière circonstance dans 22 circonscriptions contre 17.

Il convient d'ailleurs de formuler une remarque concernant les élections obtenues à la majorité relative. Les unionistes n'ont eu dans aucune circonscription, aux élections dernières, à souffrir de la dispersion des suffrages, une tactique bien entendue ayant fait éviter aux membres de ce groupe affiliés à la coalition d'opposer leur candidature à celle d'un unioniste libre, et réciproquement. On ne compte que deux exceptions à cette règle : elles concernent des circonscriptions londoniennes, Balham-Tooting et Woolwich-Ouest, où d'ailleurs la dissidence de 1.000 à 1.500 voix unionistes n'a point empêché le candidat coalitionniste d'obtenir une majorité imposante (3.000 à 4.000 voix) sur tous ses compétiteurs réunis. Ainsi, partout où un membre d'un autre parti a gagné l'élection sans avoir toutefois groupé sur son nom la pluralité des suffrages, les unionistes se trouvaient représentés par un seul candidat. Or, comme, dans l'immense majorité des cas, si un second tour de scrutin avait eu lieu, les voix des concurrents classés au troisième rang ou à un rang ultérieur se seraient reportées sur l'adversaire du candidat unioniste, ce dernier n'aurait eu aucune chance d'être élu. En effet, en règle générale, la dispersion des suffrages est due à la concurrence d'un libéral et d'un travailliste ; or, en raison des affinités politiques entre ces deux partis, le moins favorisé de ces deux candidats se serait presque certainement, s'il avait fallu prendre parti entre ses différents compétiteurs, désisté en faveur de l'autre.

Les libéraux de coalition ont eu eux aussi quelquefois (1) à subir la concurrence de leurs coreligionnaires politiques non affiliés à ce groupement. Mais ce fait n'a pas eu pour conséquence de faire perdre des sièges au parti tout entier.

L'absence de scrutin de ballottage n'a donc jamais tourné au désavantage des unionistes, et leur a par contre assuré des bénéfices particuliers en faussant, à leur profit, dans une cinquantaine de circonscriptions, la représentation d'un corps électoral que la computation des suffrages émis révèle comme en majorité démocratique.

*
* *

Si l'on s'attache maintenant à l'importance respective des majorités absolues obtenues dans l'ancien et dans le nouveau Parlement, la comparaison des résultats fait ressortir des différences frappantes. Il était impossible de faire des prévisions à cet égard. Car si théoriquement l'accession à l'électorat d'une classe nouvelle de prolétaires permettait bien de préjuger une augmentation des suffrages obtenus par les candidats démocratiques, on ignorait absolument

(1) Dans huit circonscriptions.

dans quelle proportion ces nouveaux électeurs useraient de leur droit. En dehors de cette dernière réserve, on pouvait se demander dans quel sens voteraient les femmes. Enfin l'influence susceptible d'être exercée par la coalition des membres de différents partis et la débandade d'autres membres de ceux-ci était inconnue.

En fait, les majorités obtenues, calculées suivant notre système français, ont été beaucoup plus considérables que dans l'ancien Parlement. La proportion des majorités supérieures à 1.000 voix est de 87,50 % contre 42,10 %. Celles des majorités de 501 à 1.000 voix, de 101 à 500 et de 1 à 100 voix s'établissent respectivement à 6,40, 5,20 et 0,90 % contre 26,05, 26,05 et 5,80 %.

*
* *
*

Si l'on met en parallèle l'ancien et le nouveau Parlement, on est amené aux constatations essentielles suivantes. Celui-ci diffère du précédent par un certain nombre de traits caractéristiques, qui sont :

L'augmentation du contingent des hommes nouveaux, et par contre-partie, la diminution de celui des députés sortants réélus ;

Le gain de nombreux sièges par le parti unioniste, qui, si l'on groupe ses deux fractions, dispose maintenant à la Chambre des Communes d'une majorité assez considérable sur tous les autres réunis : 382 voix contre 325 ;

La conquête par les Sinn Feiners des neuf dixièmes des mandats jusqu'alors détenus par les nationalistes ;

Le succès des travaillistes libres ;

La retentissante défaite des libéraux non affiliés à la coalition ;

L'accroissement notable du chiffre des candidatures, dans une proportion bien supérieure à celle de l'augmentation du nombre des sièges ;

L'influence favorable exercée sur la destinée des candidatures par l'affiliation de l'intéressé à la coalition ;

La multiplication du nombre des scrutins, par suite de la diminution de l'effectif des candidatures *unopposed* ;

La moindre participation des électeurs au vote — sauf en Irlande ;

Le triplement du chiffre des candidats élus à la majorité relative, pour le plus grand profit du parti conservateur ;

L'augmentation de la majorité absolue moyenne obtenue par les élus ; dans plus des deux tiers des cas, la majorité est supérieure à 1.000 voix.

Ces différents faits impriment aux élections parlementaires de décembre 1918 un cachet tout particulier, qui les distingue nettement des précédentes et les fera marquer davantage dans l'histoire politique du Royaume-Uni.

Maurice DEWAVRIN.
